



La Commune



Retraites en danger

Éditorial

Sarkozy a donc décidé que la nouvelle "réforme" des retraites interviendrait à l'automne prochain. Il y avait eu la réforme Balladur d'août 1993, les réformes Fillon de 2003, Bertrand de 2007 et 2008 qui s'étaient déjà attaquées au droit à la retraite : remise en cause de la durée de cotisations de 37,5 annuités dans le privé, puis alignement à 40 ans de cotisations public-privé, passage à 41 ans en 2012, le tout complété par la remise en cause des régimes spéciaux. La nouvelle "réforme" annoncée va s'en prendre encore plus brutalement au droit au départ à 60 ans et il est déjà question d'un nouvel allongement de la durée de travail légal à 62-63 ans.

Et, comme d'habitude, on nous ressort le prétendu argument des caisses vides pour cause de baisse des actifs par rapport aux retraités.

Or, de "réforme" en "réforme", la situation des salariés empire : de plus en plus d'entre eux sont obligés de travailler plus longtemps pour espérer bénéficier d'une retraite à taux plein, la retraite des femmes est inférieure de 40% à celle des hommes, 700 000 personnes vivent avec le minimum vieillesse (677 euros par mois), 1,2 million de retraités (soit près d'un retraité sur dix) vit avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Et la "réforme" qui s'annonce ne fera qu'aggraver la situation.

Tout cela est dans l'ordre normal des choses dirons-nous : qu'y avait-il d'autre à attendre de la part de Sarkozy, d'autant plus qu'il avait annoncé ses intentions sur les retraites depuis belle lurette.

Le problème est ailleurs, il est dans la position assez consensuelle, il faut bien le dire, de la plupart des confédérations syndicales.

Thibault, pour la direction confédérale CGT déclare qu'il est d'accord pour examiner "une éventuelle augmentation du taux des cotisations des employeurs et si nécessaire des salariés". Or, faute d'une augmentation générale des salaires, ce dont ne parle pas Thibault, augmenter les cotisations des salariés aboutirait mathématiquement à une baisse du salaire net en fin de mois. La belle affaire donc !

Dans tout cela, les uns et les autres feignent d'oublier que le prétendu déficit de 10 milliards d'euros pour 2009 de la branche retraite de la sécurité sociale a

pourtant deux racines bien profondes : le chômage et les faibles salaires, deux fléaux intimement liés et dont sont responsables les patrons et les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de 30 ans.

Dix milliards d'euros donc ? Sans doute sommes-nous encore des simples d'esprit et des " Y'a qu'à " mais il nous semble nous souvenir que pour 2008, les cadeaux faits aux patrons au titre des exonérations de cotisations de sécurité sociale se montent à ...30,7 milliards d'euros et que sur les dix dernières années, ils s'élèvent à un total de 268 milliards d'euros (chiffres officiels sécurité sociale). Rappelons à ce sujet que toutes ces exonérations ont été présentées comme bonnes pour l'emploi...

Bref, les simplistes que nous sommes rappelleront aussi qu'une augmentation de 10% des salaires dans le privé apporterait immédiatement 6,5 milliards d'euros aux caisses de retraite et que 1 million d'emplois créés (alors que 440 000 ont été supprimés en 2009) alimenterait 3 milliards d'euros de cotisation vieillesse en plus.

. Arrêt des exonérations patronales (et récupération de celles-ci)

. Augmentation générale des salaires

. Arrêt des licenciements

il n'y a pas d'autre solution pour sauver nos retraites et revenir aux 37,5 annuités public-privé. Et le reste n'est que pure mystification, à l'image de ce que nous proposent les députés du PCF et du Parti de gauche qui " exigent " (sur ce point, ils vont être entendus par Sarkozy) : " *une réforme profonde du financement des retraites* " Non : les retraites ne sont pas négociables.

Pedro Carrasquedo

13 février 2010

Modifié le dimanche 21 février 2010

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
